|  |  |
| --- | --- |
| logoquadri_150dpi_25_IBM | Direction de la communication  Direction des systèmes d’information  15 rue de Vaugirard - 75291 PARIS CEDEX 06 |

**ACCORD-CADRE**

***Hébergement et tierce maintenance applicative  
des sites internet du Sénat sous TYPO3***

D.C.E.

**acte d’ENGAGEMENT**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Février 2026** |  |

1. objet

Le présent marché a pour objet l’hébergement et la maintenance des sites internet du Sénat développés avec le système de gestion de contenus (content management system ou CMS) TYPO3.

L’hébergement et la maintenance préventive et corrective sont forfaitaires.

La maintenance adaptative et évolutive est réalisée par bons de commande.

Le marché couvre l’ensemble de la plateforme technique TYPO3 du Sénat, comprenant l’instance TYPO3 elle-même et les sites internet et applications frontend associés, quelle que soit la technologie frontend utilisée, existants à la notification du marché ou créés ultérieurement au titre des prestations évolutives.

1. PARTIES CONTRACTANTES

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. Acheteur public : | État-Sénat  Direction de la communication  15 rue de Vaugirard  75291 PARIS CEDEX 06 |
| **Pouvoir adjudicateur :** | L’État – Sénat, représenté par le Conseil de Questure |
| **Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R.2191-60 du code de la commande publique :** | |
|  | Le Trésorier du Sénat  15 rue de Vaugirard  75291 PARIS CEDEX 06 |
| **Ordonnateur :** | Madame la Questeure déléguée ou Monsieur le Questeur délégué |
| **Comptable public assignataire des paiements :** | |
|  | Le Trésorier du Sénat  15 rue de Vaugirard  75291 PARIS CEDEX 06 |

* 1. Titulaire du marché

Je soussigné, M. Mme *(nom, prénoms et qualités)* :

□ **Agissant pour mon propre compte**

□ **Agissant au nom et pour le compte de la société** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : *(adresse complète)*

Immatriculé(e) à l’INSEE :

- Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- Code d’activité économique principale (APE) :

- Numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés ([[1]](#footnote-1)) :

□ **Agissant pour le compte de la personne publique candidate** :

Ou, s’il s’agit d’un groupement,

□ **Agissant en tant que mandataire habilité par l’ensemble de ses membres ayant signé la lettre de candidature, en date du**

□ du groupement solidaire □ du groupement conjoint avec mandataire solidaire

Composé de :

**- Membre n° 1** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : *(adresse complète)*

Immatriculé(e) à l’INSEE :

- Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- Code d’activité économique principale (APE) :

- Numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés (1):

- **Membre n° 2** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : *(adresse complète)*

Immatriculé(e) à l’INSEE :

- Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- Code d’activité économique principale (APE) :

- Numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

- **Membre n° 3** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : *(adresse complète)*

Immatriculé(e) à l’INSEE :

- Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- Code d’activité économique principale (APE) :

- Numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CTTP) et de l’ensemble des documents mentionnés dans le CCAP,

M’ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies. L’offre ainsi présentée me lie pendant une durée de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

1. SOUS-TRAITANCE

🞏 Pour l’exécution du marché, je n’envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.

🞏 Pour l’exécution du marché, j’envisage de recourir à la sous-traitance pour les prestations.

Les demandes de sous-traitance annexées (annexe n° 1) au présent acte d’engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j’envisage de faire exécuter par des sous‑traitants payés directement par le Sénat, le nom de ces sous-traitants, leurs qualifications et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous‑traitées indiqué dans chaque document constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d’acceptation du sous-traitant concerné et d’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

1. Durée DE L’ACCORD-CADRE

L’accord-cadre débute dès sa notification qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, à la fin avril 2026. Sa durée est d’un an. Il est reconductible tacitement trois fois, chaque reconduction portant sur une durée d’une année, soit une durée maximale de quatre ans.

Le présent accord-cadre débute dès sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, fin avril 2026. Sa durée est d’un an. Il est reconductible tacitement trois fois pour une durée d’une année, soit une durée maximale quatre ans.

En application de l’article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s’opposer à la reconduction. Le Sénat peut décider de ne pas reconduire l’accord-cadre à condition d’en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin du marché.

En application de l’article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché de prestations similaires à celles du présent marché dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché. La durée de ce nouveau marché ne pourra excéder quatre années supplémentaires.

Conformément à l’article R. 2162-4 du même code, la partie du marché à prix unitaires s’exécutant par l’émission de bons de commande est plafonnée, sur la durée de son exécution, reconductions éventuelles comprises, à 340 000 euros HT.

Dans le cas où le marché reconduit s’achèverait au terme de sa période de reconduction sans qu’un nouveau titulaire ait été désigné, le titulaire serait alors tenu de continuer l’exécution de son marché dans toutes ses conditions, pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service de la Directrice de la communication du Sénat.

1. PRIX

Le prix du marché est libellé en euros.

Ce prix, de caractère mixte, est réparti entre des prestations à prix global et forfaitaire annuel et des prestations à prix unitaires sur bons de commande.

* 1. Prix global et forfaitaire

Les prestations suivantes sont rémunérées par un prix global et forfaitaire, dont la décomposition est précisée au I du Cadre de réponse financier figurant en annexe n°2 du présent acte d’engagement :

* + 1. Hébergement :

Montant HT (en chiffres) : ………………………………………………………………………

Montant TTC (en chiffres) : ………………………………………………………………………

* + 1. Tierce maintenance préventive et corrective :

Montant annuel HT (en chiffres) :  
………………………………………………………………………

Montant annuel TTC (en chiffres) :  
…………………………………………………………

* 1. Prestations à prix unitaires sur bons de commande

Les prestations à bons de commande prévues au présent marché sont rémunérées à prix unitaires sur la base d’un bordereau de prix unitaires (BPU) inscrit au II du cadre de réponse financier figurant en annexe n° 2 du présent acte d’engagement.

1. avance

Le titulaire indique s’il souhaite ou non bénéficier de l’avance prévue à l’article 7.2 du CCAP.

🞏 Je refuse de percevoir cette avance.

🞏 J’accepte de percevoir cette avance.

1. PAIEMENT

Le Sénat se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte :

|  |  |
| --- | --- |
| Ouvert au nom de : |  |
| Désignation du compte à créditer (joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC) | |
| Établissement : |  |
| Adresse : |  |
|  |  |
| Numéro du compte : |  |
| Code BIC |  |
| Code IBAN |  |
| Le cas échéant, en cas de groupement conjoint (donnant lieu à un paiement séparé des membres du groupement) *(à dupliquer en fonction du nombre de membres du groupement)* :  Ouvert au nom de : | |
| Désignation du compte à créditer (joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC) | |
| Établissement : |  |
| Adresse : |  |
| Numéro du compte : |  |
| Code BIC |  |
| Code IBAN |  |

Préciser la répartition des paiements entre les membres du groupement conjoint :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation des membres**  **du groupement conjoint** | **Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint** | |
| **Nature de la prestation** | **Montant HT**  **de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

|  |
| --- |
| Partie à compléter obligatoirement par le candidat pour la présentation de son offre : |
| Fait en un seul original. À  Signature et cachet du contractant Le |
| Partie réservée au Sénat : |
| Acte d’engagement, complété le cas échéant par  Présenté par Mme Dorothée ROY, Directrice de la communication  Date de signature : |
| Date d’attribution par le Conseil de Questure : |
| Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.  Pour le Conseil de Questure, Date de signature : Mme la Questeure déléguée ou M. le Questeur délégué, |

**ANNEXE N° 1**

**SOUS-TRAITANCE**

Le candidat remplira le formulaire DC4.

Le formulaire DC4 peut être téléchargé à l’adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

**ANNEXE 2**

**CADRE DE RÉPONSE FINANCIER**

**(à annexer par le candidat à l’acte d’engagement)**

1. () *Remplacer, s’il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».* [↑](#footnote-ref-1)